

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME, NOUVEAUX PIÈGES POUR L'AFRIQUE

Thierno Diop

RÉSUMÉ

L'auteur révèle par une analyse minutieuse que les droits de l'homme et la démocratie constituent les nouveaux pièges utilisés par les classes dirigeantes de l'Occident alliées à des forces sociales internes, depuis qu'elles ont décidé d'intégrer le continent africain dans le marché mondial capitaliste, selon des modalités correspondant aux différentes phases de l'accumulation du capital. Ces pièges empêchent les Africains d'opérer les ruptures douloureuses indispensables à la transformation de leurs conditions d'existence et de leur être.

A partir de cette analyse, l'auteur s'interroge sur le rôle qu'une éducation critique peut jouer pour une prise de conscience qui soit, pas seulement des Africains, mais aussi de l'entière humanité. En effets, la nécessité existe qu'une éducation critique ne soit pas de façade, mais assure réellement une interaction globale débouchant sur une véritable démocratie qui, d'autre part, attende encore sa théorisation politico-éducative appropriée cent ans après John Dewey. Donnée que l'Afrique n'est pas séparée du reste du monde par une « muraille de Chine », une telle théorisation doit être bien élaboré pour éviter deux choses, comme l'a bien vu Aimé Césaire : s'enfermer dans le particulier ou se diluer dans l'universel.

Mots clés : Démocratie, Droits de l'Homme, Capitalisme, Afrique, Education

ABSTRACT

Through a careful analysis, the author reveals that human rights and democracy are the new traps used by the ruling classes of the Western countries allied to internal social forces, since they decided to integrate the African continent in the capitalist world market, according to modalities corresponding to the different phases of capital accumulation. These traps prevent Africans from making the painful ruptures essential to changing their living conditions and their being.

From this analysis, the author wonders about the role that a critical education can play for an awareness that is not only of Africans, but also of all humanity. Indeed, there is a need for a critical education not to be a facade, but really to ensure a global interaction leading to a true democracy which, on the other hand, still awaits its appropriate political-educational theorization a hundred years after John Dewey. Given that Africa is not separated from the rest of the world by a "wall of China", such a theorization must be well elaborated to avoid two things, as Aimé Césaire has clearly seen: locking oneself in the particular or to dilute in the universal

Key words: Democracy, Human Rights, Capitalism, Africa, Education.

Fecha de recepción: 13 de septiembre de 2022.

Fecha de aceptación: 30 de noviembre de 2022.

INTRODUCTION

Les changements intervenus dans la sphère juridico-politique à la fin des années 80 du XX^{ème} siècle sont un des faits marquants dans l'Afrique subsaharienne. Ils ont été rendus possibles par la conjonction de facteurs internes et externes. Les facteurs internes sont l'épuisement du modèle d'accumulation du capital dans nos pays et celui de sa composante politique : l'existence de régimes dictatoriaux.

Les facteurs externes sont le triomphe de l'économie et des valeurs néolibérales à la suite de la généralisation de rapports marchands à l'échelle de la planète, génératrice d'une nouvelle configuration de l'impérialisme, d'une redistribution des inégalités et d'une reconfiguration des hiérarchies de dépendance et de domination. La mondialisation en cours fait jouer aux facteurs externes un rôle déterminant bien que les facteurs internes restent la source principale du mouvement. Ces changements, engendrés par la mutation de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, sont caractérisés, sur le plan politique, par le renversement de régimes dictatoriaux, l'exigence du respect des droits de l'homme, l'organisation de conférences nationales suivies d'élections ayant débouché sur l'alternance au pouvoir et la libéralisation des régimes dictatoriaux. Ils sont le signe annonciateur de l'entrée du continent noir dans l'ère de la démocratisation, caractérisée par le multipartisme, le suffrage universel et l'alternance au pouvoir. Ils ont eu lieu dans la deuxième moitié des années 70 du XX^{ème} siècle correspondant à ce que Samuel Huntington a appelé la « Troisième vague de la démocratisation » depuis le XIX^{ème} siècle, selon son découpage historique. Cette troisième vague a annoncé « le passage à la démocratie d'une série de régimes non démocratiques [...] ou « la libéralisation partielle de systèmes politiques qui ne sont pas parvenus à la pleine démocratie ». Cette troisième vague a touché l'Afrique dans un contexte caractérisé par le redéploiement de la domination impérialiste et défavorable aux composantes des forces de gauche. L'une d'entre elles est défaite, en partie, à cause de son incapacité de procéder à une analyse concrète de la réalité concrète, une autre, convertie aux valeurs du néolibéralisme et incapable de canaliser les aspirations du peuple et d'offrir un projet de société rompant avec le système en place, est à la remorque des classes dirigeantes « recompradorisées », qui œuvrent pour le réaménagement du statu quo en leur faveur et en celle des classes dirigeantes de pays capitalistes. Quelques années après le déclenchement des processus dits démocratiques dans une atmosphère d'euphorie rappelant celle des « indépendances Cha Cha », chantée par le musicien congolais Joseph Kabasele, la situation dans laquelle se trouvent de nombreux États n'est pas aussi rose qu'on le pensait. Dans certaines parties du continent, l'effondrement des États a débouché sur la désagrégation des entités nationales et sur une lutte fratricide entre des populations repliées sur leurs identités ethniques, tribales ou religieuses. Cette lutte est l'occasion rêvée par d'anciennes puissances coloniales pour intervenir militairement, en avançant des raisons humanitaires qui ne sont que le masque derrière lequel se cachent la défense et la sauvegarde de leurs intérêts géostratégiques et économiques.

Dans d'autres parties, le désenchantement est à l'ordre du jour. Des coups d'État ont interrompu des processus démocratiques, des constitutions sont amendées pour pérenniser au pouvoir des régimes, la dévolution monarchique du pouvoir est devenue une réalité, des opposants aux pouvoirs en place font leur entrée dans des gouvernements à la suite d'élections présidentielles violemment contestées, des pays comme le Bénin et le Mali, qui avaient suscité beaucoup d'espoir, connaissent une régression démocratique (cas du Bénin) ou voient leur existence remise en cause par des forces centrifuges (cas du Mali).

Par piège, nous entendons un dispositif dont la fabrication requiert du temps et un ensemble de leurres, c'est-à-dire des artifices pour attirer dans un endroit une proie pouvant être un oiseau, un animal ou une personne mus par le désir de satisfaire un besoin. Les moyens de satisfaire ce besoin sont en la possession d'une personne qui a aussi un besoin à satisfaire. C'est la rencontre de ces deux besoins qui fait fonctionner le piège muni de leurres. En Afrique, ces leurres sont le multipartisme, le suffrage universel, la séparation des pouvoirs, une presse libre et indépendante, et le respect des droits de l'homme, tels que conçus pour la bonne gouvernance dans la cadre du néolibéralisme mondialisé.

La proie et celui qui l'a piégée sont dans une relation asymétrique en faveur du second. Cette relation est susceptible d'être remise en question quand celui qui est piégé est contraint d'utiliser des stratagèmes pour sortir du piège dans lequel il est pris. Cette remise en question ne débouche pas automatiquement sur une sortie du piège. Elle peut prendre des formes différentes selon les réalités des pays, leur place et leur importance dans le système capitaliste mondialisé. Pour le moment, aucune tentative de sortie du piège n'a débouché sur une alternative économique et politique, c'est-à-dire une déconnexion du système néolibéral mondialisé et la construction d'un État national et populaire. C'est que montre la situation au Burkina Faso, au Soudan, en Algérie, au Mali, en Côte d'Ivoire et en Guinée.)

1. L'ANALYSE

Au Burkina Faso, la chute du régime de Blaise Compaoré à la suite d'un soulèvement populaire avec son lot de morts et de blessés n'a pas débouché sur une transformation radicale du statu quo ante, mais sur son réaménagement au profit d'éléments issus du régime déchu quand bien même certains d'entre eux, dont l'actuel Président, avaient tourné le dos à Blaise Compaoré avant l'insurrection populaire.

Au Soudan, le Président Oumar El Béchir a quitté le pouvoir le 11 avril 2019 sous la pression populaire qui a provoqué la mort de cinq personnes, victimes des balles tirées par des éléments appartenant à l'armée soudanaise. La liste des morts s'est allongée avec vingt-cinq autres Soudanais, victimes de la répression de l'armée. Face à la détermination du peuple soudanais, les militaires ont été contraints de créer un Conseil souverain comprenant six civils et cinq militaires pour une durée de trente-neuf mois. Ce conseil est chargé d'assurer la transition vers un régime civil. L'attentat manqué contre le Premier ministre de cette transition est la preuve que les partisans de l'ancien régime aspirent au retour au statu quo ante.

En Algérie, la mobilisation populaire, qui a commencé le 22 février 2019, a contraint le Président Bouteflika à retirer d'abord sa candidature à l'élection présidentielle de 2019. A la suite d'importantes manifestations et de la réunion de l'état-major qui l'a exhorté à abandonner le pouvoir, Bouteflika a démissionné le 2 avril 2019. Les chefs militaires qui assurent la transition n'ont pas réussi à mettre un terme à la mobilisation populaire, en dépit des mesures prises par leur hiérarchie : fixation de la date de la prochaine élection présidentielle en décembre 2019 et arrestations de personnalités proches de Bouteflika.

Cette élection, organisée le 12 décembre 2019 et remportée par Abdelmadjid Tebboune, ancien premier ministre de Bouteflika, n'a pas mis un terme aux marches réclamant le départ de tous ceux qui ont appartenu à l'ancien régime.

Après une pause d'un an à cause de la Covid, le mouvement de contestation a repris le 22 février 2021 en dépit des mesures d'apaisement prises par le Président de la République : libération de prisonniers d'opinions, dissolution de l'assemblée nationale populaire et remaniement ministériel. Lors de la célébration du premier anniversaire du Hirak, les manifestants ont, selon le journal Libération du 22 février 2021, envoyé ce message au Président : « Nous ne sommes pas venus pour l'anniversaire. Nous sommes venus pour que vous partiez ».

Au Mali, le renversement du régime de Ibrahima Boubacar Kéita le 18 août 2020 à la suite d'une insurrection populaire avec son lot de morts, a débouché sur la mise en place d'un régime dont la mission est d'assurer une transition ne devant pas excéder dix-huit mois. A peine installé, ce régime, confronté à la rébellion au nord du pays, est non seulement contesté par les forces politiques dont les leaders qui ont servi les régimes antérieurs sont pressés de revenir au pouvoir, mais aussi soumis à la pression du plus puissant syndicat des travailleurs maliens.

En Côte d'Ivoire et en Guinée, les élections présidentielles, organisées en 2020 à la suite de révisions constitutionnelles rendant possible un troisième mandat pour les présidents en exercice, n'ont pas débouché sur une alternance au pouvoir, en dépit du nombre de morts, expression d'une réelle volonté de changement. Le cours des événements en Côte d'Ivoire risque de se terminer par un compromis entre le Président et son opposition dirigée par un ancien Président. Les deux hommes partagent la même vision des relations entre leur pays et la France. C'est pourquoi l'impérialisme français est favorable à un compromis entre les deux protagonistes pour la sauvegarde de ses intérêts économiques.

En Guinée, la répression exercée sur les leaders de l'opposition et l'absence d'une riposte efficace de cette opposition, qui n'a pas réussi à mobiliser les masses populaires après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, ont permis à l'actuel Président de rester au pouvoir.

2. LE PIÈGES

L'existence sur le continent de régimes dictatoriaux violant les droits les plus élémentaires des citoyens, l'aspiration de ces derniers à la démocratie et au respect de droits humains, la crise des conditions d'existence et des fonctions de l'esprit de la majorité des Africains sont devenues un terrain propice à la naissance de mythes ou de leurres qui facilitent le bon fonctionnement de pièges tendus par les classes dirigeantes de l'Occident.

Ces pièges, qui nous enferment dans les paradigmes de la démocratie occidentale à l'heure de la mondialisation, sont nouveaux parce qu'ils viennent s'ajouter aux nombreux pièges utilisés par les classes dirigeantes de l'Occident alliées à des forces sociales internes, depuis qu'elles ont décidé d'intégrer le continent africain dans le marché mondial capitaliste, selon des modalités correspondant aux différentes phases de l'accumulation du capital.

Durant la phase de l'accumulation primitive du capital, dont l'un des procédés idylliques a été l'esclavage pratiqué en Afrique, les négriers occidentaux, pour assurer leur ravitaillement régulier en esclaves avec la complicité d'organisations sociopolitiques et économiques africaines, ont déversé sur les marchés des produits tels que les boissons alcoolisées, les miroirs et les fusils. Ces produits, dont ont raffolé certains Africains, ont été utilisés par les marchands européens d'esclaves comme des leurres destinés à des Africains pour faire d'eux des pourvoyeurs d'esclaves capturés à l'occasion de guerres intestines ou de razzias. Quand, à la suite de la transformation du capitalisme

en impérialisme au sens léniniste du terme, certaines puissances européennes sont allées à la conquête du continent, elles ont bénéficié de la complicité de forces sociales autochtones, grâce à la confection de nouveaux pièges avec leurs leurres.

À la suite des transformations du système impérialiste au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les anciennes puissances coloniales, soucieuses de la préservation de leurs intérêts en Afrique, ont jeté les bases du néocolonialisme qui, selon Kwamé Nkrumah, est caractérisé par l'existence d'États possédant tous les attributs de la souveraineté internationale mais dont la politique et l'économie sont manipulées de l'extérieur. Pour asseoir leur politique néocoloniale, les puissances européennes ont utilisé comme leurres l'octroi des indépendances considérées par beaucoup d'Africains comme l'aube d'une ère nouvelle, avant qu'ils ne se rendent compte que l'octroi de cette concession est la conséquence de la restructuration et du redéploiement de la domination exercée sur les peuples africains par les puissances coloniales.

Ces dernières ont eu recours à un autre leurre : le développement, en faisant miroiter aux nouveaux États africains la possibilité de se trouver un jour au même niveau de développement que les pays occidentaux, s'ils passent par les mêmes étapes décrites à l'époque par Walt Rostow. Ce livre, amputé de son sous-titre *un manifeste non communiste* dans les éditions ultérieures, défend la thèse selon laquelle les pays en voie de développement doivent passer par les mêmes stades que l'Europe et l'Amérique du nord : «La société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité, et l'ère de la consommation de masse».

L'œuvre majeure de Rostow dont le fondement est une idée déterministe et eurocentrée du développement a influencé les théories du développement et les politiques prônées par les institutions financières internationales des années soixante du vingtième siècle à aujourd'hui. Force est de constater que plus de cinquante ans après les indépendances, la plupart des pays africains ne sont pas dans la dernière étape du schéma rostowien, mais dans ce que André Gunther Frank a appelé le « développement du sous-développement », caractérisé aujourd'hui par une intégration plus poussée de leurs économies désarticulées et vulnérables et une insertion plus bancal dans le système de division du travail international.

La démocratie néolibérale et les droits de l'homme sont les nouveaux pièges utilisés par les classes dominantes occidentales, dans la nouvelle phase de ce que Alain Bihr appelle le « devenir-monde du capitalisme », pour redéployer leur domination et empêcher les ruptures douloureuses indispensables à la transformation radicale de l'être des Africains et de leurs conditions d'existence. Cette phase correspond à une nouvelle configuration du système capitaliste mondialisé dans lequel la multinationalisation des entreprises de pays du Centre est devenue l'un des mécanismes d'ajustement de ce système qui assure la poursuite de son fonctionnement.

Cette poursuite suppose la liquidation de tous les obstacles économiques, politiques et culturels qui s'opposent à l'intégration des économies nationales jusque-là cloisonnées et désormais organisées sur le modèle de l'économie américaine. Font partie de ces obstacles : le recours à des contraintes extra-économiques, c'est-à-dire l'usage massif de la violence, le non-respect des droits de l'homme et l'existence de régimes non démocratiques dans les périphéries du système capitaliste mondial.

Les nouveaux pièges tendus aux Africains dans la phase actuelle de l'accumulation du capital se présentent sous diverses formes sur les plans politique, culturel, idéologique, et autres.

Sur le plan politique, ces nouveaux pièges non seulement empêchent les pays africains d'opérer les ruptures radicales indispensables à leur sortie de l'exploitation dont ils sont victimes et à

l'instauration d'une démocratie nouvelle, chose inimaginable pour les classes dominantes occidentales pour les quelles il n'est pas question de sortir des limites qu'elles ont tracées aux processus dits démocratiques. Plutôt, ils encore créent l'illusion selon laquelle l'Afrique est sur la bonne voie menant à la démocratie.

L'analyse de la situation dans laquelle se trouvent les pays africains révèle deux choses. Primo, l'impossibilité de recréer, dans les pays qui ne font pas partie du Centre à l'époque du capitalisme devenu impérialisme au sens léniniste du terme, les conditions qui ont engendré l'avènement de la démocratie bourgeoise dans ce Centre. Secundo, l'entrée de la démocratie néolibérale en Occident dans sa phase crépusculaire à cause de l'épuisement de son potentiel révolutionnaire à la suite de la remise en cause, par le néolibéralisme mondialisé, des fondements de la démocratie libérale que sont l'État-providence et les États-nations.

L'État-providence, créé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale sous la pression des organisations de la classe ouvrière, des partis sociaux-démocrates et à cause de la peur d'une alternative incarnée par l'Union soviétique pour assurer le bien-être des citoyens, est démantelé. Ce démantèlement par le capitalisme transnational empêche le fonctionnement des mécanismes de légitimation démocratique.

Les États-nations sont affaiblis par le mouvement transnational du capital qui les a vidés de leurs fonctions hégémoniques et régulatrices et fait entrer les souverainetés nationales dans une phase de crise qui se traduit par l'épuisement de la notion de peuple, substance et fondement de la légitimité, et par celui de la citoyenneté.

Piégées par les classes dirigeantes occidentales, les classes dirigeantes africaines ont, à leur tour, réussi à piéger beaucoup d'opposants en leur faisant accepter les règles d'un jeu démocratique dont, souvent, ils ne peuvent pas sortir victorieux, parce qu'ils ne disposent pas de ressources financières puisées dans les caisses de l'État, ressources sans lesquelles il est difficile de gagner des élections dans des pays où l'analphabétisme, l'obscurantisme, l'argent et la pauvreté de l'écrasante majorité favorisent l'achat de voix et la corruption de personnes disposant d'un capital symbolique et pouvant orienter le choix des électeurs lors des scrutins.

En libéralisant leurs régimes politiques et en dé-radicalisant les forces de gauche pour qui le pouvoir n'est plus au bout du fusil, mais dans les urnes, les classes dirigeantes africaines ont réussi, d'une part, à favoriser la circulation des membres de l'élite politique dans les hautes sphères de l'État, tout en maintenant les liens de dépendance de nos États envers les classes dirigeantes capitalistes de l'Occident et, d'autre part, à enfermer l'opposition dans la sphère juridico-politique où se déroule une lutte pour la conservation ou la conquête de l'appareil d'État. Cette lutte, qui oppose souvent des forces politiques partageant la même conception du pouvoir, se termine par une *alternance*, et *non sur une alternative*.

3. QUELLE DÉMOCRATIE ?

L'imposition de la démocratie néolibérale à tous nos pays maintient la quasi-totalité de l'élite intellectuelle dans les filets de l'impérialisme culturel. L'aliénation culturelle dont est victime cette élite la pousse à méconnaître ses propres réalités. A cause de cette méconnaissance, les idéologues des classes dirigeantes occidentales ont réussi d'abord à faire vivre cette élite dans une situation

dans laquelle elle n'est pas la contemporaine de son histoire réelle, en tant qu'elle utilise des concepts comme démocratie et droits de l'homme élaborés lors du passage du féodalisme au capitalisme pour penser sa condition actuelle. Dans cette manière ils oublient que nulle part il n'est possible de reproduire un moment dépassé de l'histoire des sociétés occidentales. Ensuite ils oublient aussi ce que le prix Nobel d'économie Amartya Sen appelle «*la démocratie des autres*», et n'ont pas l'autonomie de penser et de déconstruire les concepts de démocratie, droits de l'homme, parité, émergence, imposés par les idéologues des classes dominantes de l'Occident. Au même temps, ils n'arrivent pas à penser nos réalités par et pour nous-mêmes, en vue de baliser le chemin qui doit nous sortir des différents pièges dans lesquels sont tombés notre continent et l'écrasante majorité de intellectuels, toutes appartenances politico-idéologiques confondues, et nous mettre sur la rampe devant nous propulser sur la voie d'une transformation radicale de nos conditions d'existence et de nos êtres.

Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord déconstruire le discours occidental sur la démocratie et les droits de l'homme en montrant que, contrairement à ce qui est affirmé, démocratie et droits de l'homme ne sont pas des concepts tombés du ciel, mais l'expression théorique de réalités historiques particulières en devenir. En Europe, la démocratie n'a été instaurée qu'au terme de révolutions dont les particularités ont consisté à ne concéder aucune liberté aux ennemis de la liberté, à assimiler la politique à un champ où se livre un combat à mort entre révolution et contre-révolution pour détruire les structures des sociétés féodales et instaurer une société d'hommes libres pourvus de droits garantis par l'Etat qui gère, en même temps, les conflits entre les dominants et les dominés.

Dans des contextes historiques particuliers, la démocratie peut céder la place à la dictature comme l'ont prouvé les régimes fascistes de Benito Mussolini, arrivé au pouvoir en 1922 en Italie et d'Adolf Hitler, chef du parti nazi en Allemagne, devenu chancelier du Reich le 30 janvier 1933 et Président le 2 août 1934. Cette dictature, qui est exercée par les éléments les plus rétrogrades, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier, est le produit de conditions économiques, sociales, politiques et psychologiques créées au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La démocratie, tant vantée actuellement et imposée aux classes dirigeantes africaines, pour qui la politique est un moyen de se servir et non de servir, est la démocratie représentative introduite à la suite des révolutions française et américaine du XVIIIème siècle par Sieyès et Madison. Selon leur pensée, le pouvoir est géré par l'élite au nom du peuple. Elle est fondée sur l'idée de «*liberté négative*», le respect des droits de l'homme et le suffrage universel. Cette démocratie connaît actuellement une crise qui se manifeste par le renforcement du rôle des financiers, des industriels et des technocrates soumis plus aux lois de l'argent qu'à la souveraineté populaire. L'institutionnalisation de la répartition inégale du pouvoir politique et économique a remplacé le groupe ou la communauté par l'individu, vidé la citoyenneté de son contenu et créé les conditions propices à la crise de la politique, dont les symptômes sont la montée du taux d'abstention, la baisse des effectifs des partis, l'effondrement du respect pour les professionnels de la politique à la suite de l'éclatement de scandales financiers, ce qui a fini de persuader la majorité que la politique n'est qu'un moyen de gagner de l'argent et de rehausser son statut social. Il faut ajouter l'apathie provoquée par l'incapacité de la démocratie représentative à créer les conditions d'une vraie démocratie.

Cette démocratie est considérée aujourd'hui comme le dernier modèle répondant aux aspirations humaines et comme une des conditions essentielles du développement durable. Tous les pays non démocratiques sont sommés d'adopter le modèle démocratique occidental sous peine de sanctions

économiques ou à la suite d'une intervention militaire, soit pour renverser un régime refusant le diktat des puissances impérialistes, soit pour mettre au pouvoir un partisan de l'ordre néocolonial à la suite d'une élection présidentielle contestée. Ce modèle démocratique perverti au contact des réalités africaines favorise le réaménagement de l'ordre existant au profit des classes dirigeantes locales et de leurs alliés externes. C'est la raison pour laquelle on assiste sur le continent africain à des successions d'*alternances* au pouvoir d'hommes politiques qui ont la même vision du pouvoir et *non à des alternatives* économiques et politiques. Il faut savoir ensuite que, sous leurs formes actuelles, les droits de l'homme ne concernent pas un homme abstrait. Ils sont d'abord le produit de la lutte souvent sanglante de la bourgeoisie contre l'ordre féodal pour créer les conditions favorables à la naissance et au développement du capitalisme. En tant que tels, ils ont joué un rôle progressiste quoiqu'ils fussent d'abord circonscrits à l'Europe. Dans ce continent, le champ d'application de ces droits était restreint comme le prouvent la situation des femmes privées de droits pendant longtemps et le sort réservé aux juifs dans l'Allemagne hitlérienne. Hors de l'Europe, les puissances coloniales ont refusé, pendant longtemps, le qualificatif humain à des peuples soumis au génocide, à l'esclavage, aux travaux forcés et à la répression. Dans le cadre de la mondialisation qui a engendré une mutation anthropologique caractérisée par l'existence d'un individu isolé, maître de lui-même et réduit à ses pulsions, ces droits se présentent sous une nouvelle forme dans les pays du Centre du capitalisme. Ils servent à assurer le plein épanouissement de cet individu. Comme l'a bien montré Dany-Robert Dufour dans son récent ouvrage, cet individu n'y parvient qu'en obéissant au dixième commandement de l'idéologie néolibérale qui fonctionne comme une nouvelle religion : « Tu libéreras tes pulsions et tu chercheras une jouissance sans limites ». Ailleurs, ces droits sont instrumentalisés pour combattre ceux qui dénoncent le système capitaliste dominant, générateur d'une polarisation à l'échelle mondiale, et essaient de trouver une alternative au « capitalisme sénile », selon l'expression de Samir Amin. Il faut savoir enfin que la révélation de la nature néocoloniale de nos Etats, en tant que « cadres territoriaux » selon André Lalande et « pouvoirs » selon Georges Burdeau, celle de nos sociétés et celle des premières transitions démocratiques, l'analyse des enjeux de ces transitions et celle des obstacles auxquels elles sont confrontées ne favorisent ni le surgissement, ni le déploiement d'une démocratie identique à celle que les classes dirigeantes de l'Occident veulent nous imposer.

L'analyse de la nature des Etats enseigne trois leçons. La première est que chaque Etat a une histoire propre qui donne une configuration particulière à la « transition » vers la démocratie. La seconde est que l'intensité de la lutte pour la démocratie n'est pas la même dans tous les Etats. La troisième est que la « transition » vers la démocratie n'est ni linéaire ni automatique. En conséquence, il n'existe pas de modèle de « transition » vers la démocratie.

Le contexte dans lequel se déroulent les processus démocratiques est caractérisé par ce qu'André Bellon et Anne-Cécile Robert appellent le « crépuscule de la démocratie ». Ce crépuscule est gros de la perte du potentiel révolutionnaire de la démocratie bourgeoise, de l'impuissance des recours démocratiques pour corriger les nuisances du marché, de la déconnexion du pouvoir politique de l'économie, du déficit de représentativité réelle des élus du peuple, du poids scandaleux des groupes de pression, de l'impuissance du pouvoir judiciaire et de la montée de la corruption dans la classe politique. Les classes dirigeantes capitalistes de l'Occident et leurs relais africains sont les principaux bénéficiaires des « transitions » démocratiques. Les premières, grâce à l'universalisation de leur modèle démocratique, ont réussi à la fois à masquer le caractère de classe de la démocratie bourgeoise, démocratie à laquelle aspirent tous les peuples, et à obstruer la voie conduisant à la recherche d'une *autre forme* de démocratie. Les seconds, en libéralisant leurs régimes politiques et en dé-radicalisant les forces de gauche, ont réussi d'une part, à favoriser la circulation des membres

de l'élite politique dans les hautes sphères de l'Etat, tout en maintenant les liens de dépendance de leurs Etats vis-à-vis de classes dirigeantes de l'Occident, et d'autre part, à barrer momentanément la route menant à une transformation radicale de la situation actuelle.

Ayant surgi et se déployant dans un continent où l'ensemble des conditions d'existence est en crise, la démocratie est venue s'ajouter aux mythes qui, jusque là, ont structuré l'imaginaire social négro-africain : l'Occident, l'identité culturelle, l'indépendance, le développement et la libération. La désillusion qui a suivi l'enthousiasme suscité par le déclenchement des processus démocratiques confirme les craintes de Mana Kā, philosophe et pasteur congolais de Kinshasa qui, dans son ouvrage publié en 1991, se demandait si la démocratie n'allait pas connaître le même sort que les mythes qui l'ont précédée, c'est-à-dire, « la désillusion amère et le désenchantement sans fond ».

Cette désillusion et ce désenchantement confirment la thèse selon laquelle beaucoup d'Africains sont tombés dans le nouveau piège que leur ont tendu les classes dirigeantes de l'Occident et les classes relais de cette domination en Afrique. L'avènement de régimes réellement démocratiques et l'effectivité des droits de l'homme continuent d'être pour l'Afrique une préoccupation dont la satisfaction exige d'éviter deux choses, comme l'a bien vu Aimé Césaire : *s'enfermer dans le particulier ou se diluer dans l'universel*.

4. L'AFRIQUE ET LE MONDE

L'Afrique n'est pas séparée du reste du monde par une « muraille de Chine ». Sa circumnavigation et la traite négrière l'ont connectée au reste du monde. La mondialisation, dans sa phase actuelle, a donné à l'Afrique un visage particulier, ce qui ne veut pas dire que les Africains n'aspirent pas à partager avec les autres peuples les valeurs à dimension universelle comme la démocratie et les droits de l'homme. Ce partage toutefois requiert des préalables d'ordre économique, politique, sociale, culturelle et épistémique.

Sur le plan économique, il est grand temps pour les Africains de tirer les conséquences des politiques économiques qui les enfoncent dans le « développement du sous-développement », conséquence de l'intégration de leurs pays au marché capitaliste mondialisé. Dans le contexte économique actuel, il est illusoire d'ancrer des pratiques réellement démocratiques et respectueuses des droits de l'homme dans des sociétés caractérisées par l'analphabétisme, l'obscurantisme entretenu par des forces réactionnaires, de profondes inégalités dans la répartition de la propriété, des revenus et de la richesse.

La déconnexion du système capitaliste mondialisé est devenue une nécessité. Elle ne signifie pas, comme l'a bien souligné Samir Amin, « autarcie », mais mise des relations extérieures au service d'une économie autocentrée, non fondée sur le capitalisme qui, après avoir joué un rôle éminemment révolutionnaire dans l'histoire de l'humanité, comme l'ont montré Marx et Engels dans le Manifeste du parti communiste, est entré dans sa phase hivernale.

Sur le plan politique, il est nécessaire, au terme d'une rupture révolutionnaire transgressant les lois en vigueur, de substituer aux blocs hégémoniques au pouvoir d'autres blocs résolument engagés dans la voie de l'édification d'une économie autocentrée non capitaliste, au service de l'immense majorité, et de construire une société composée de véritables citoyens, c'est-à-dire des êtres

désaffiliés de leur appartenance tribale ou ethnique, sortis de la misère, de l'ignorance, de l'obscurantisme, pour prendre en charge leur destin dans le cadre d'une démocratie participative et protagonique.

Sur le plan culturel, il s'agit de procéder à une désaliénation des Africains, qui, comme l'a bien montré Cheikh Anta Diop dans ses ouvrages, doit d'abord consister à rattacher les Africains à leur histoire falsifiée par les colonisateurs, pour leur permettre de savoir la place qu'ils ont occupée dans l'histoire multimillénaire de l'humanité et leur contribution à cette histoire. Ce n'est que de cette façon qu'ils pourront se débarrasser du poison culturel que les colonisateurs leur ont inoculé pour mieux asseoir leur domination.

Il est clair que l'éducation a un grand rôle à jouer ici. Buuba Babacar Diop, disciple de Cheikh Anta Diop, professeur d'Histoire à l'UCAD de Dakar et président de la PAALAE, Pan African Association for Literacy and Adult Education, l'a souligné beaucoup de fois dans ces interventions lors de rencontres internationales organisées par le *guest editor* de ce numéro monographique (Diop, 2014, 2017a et 2017b). Ici on est d'accord avec lui : on ne pourra rendre effective cette désaliénation culturelle sans une alphabétisation de la population qui lui permette d'avoir un accès direct au savoir accumulé par l'humanité, de donner son point de vue sur toutes les questions qui la concernent et de participer activement à la vie économique, culturelle et politique. Une fois cette tâche accomplie, il sera possible de choisir chez l'autre les éléments indispensables à notre plein épanouissement. Soit qu'il s'agit de promouvoir une « développement durable », soit qu'il s'agit d'implémenter une « éducation de qualité pour tous », il est toujours impossible de ne pas *s'interroger a priori* sur les grandes questions de la démocratie nationale et internationale.

D'autre part, pourquoi cette interrogation ne reste pas propriété exclusive de les élites intellectuelles, on a besoin d'une « théorie politique de l'institution éducative » comme celui avancé par Giovanni Pampanini insérée dans une vision progressiste que le même auteur appelle le *Iluminismo pedagógico* (Pampanini, 2006 et 2008, pp. 157-224). Basé sur une ample vision interculturelle du monde globalisé actuel, et travaillant sur la même préoccupation de Aimé Césaire, c'est-à-dire, d'éviter de s'enfermer dans le particulier et se diluer dans l'universel, il n'est par hasard que Pampanini a fini pour poser sa « théorie politique de l'institution éducative » à l'intérieur d'une théorisation globale de la démocratie, bien différente de celui de la démocratie nationale (Pampanini, 2010 et 2019).

Avant d'avancer propositions réformistes d'éducation, il est très important de gagner une vision *a priori* qui permet le dialogue épistémologique entre l'Afrique et le reste du monde. Pour cela, les intellectuels africains, détenteurs de l'initiative théorique, doivent déconstruire les concepts de démocratie et droits de l'homme en particulier, produits en Occident et « importés » dans nos pays, pour montrer leur rapport avec les réalités qui leur ont donné naissance, les enrichir ou en inventer d'autres qui soient en rapport avec les réalités africaines. Ce travail n'a de chance de réussir que si nous mettons fin à notre extraversion, c'est-à-dire cesser de penser l'Afrique à partir d'outils conceptuels de l'Occident. Comme l'a montré Valentin Y. Mudimbe dans son ouvrage de 1982, cesser de penser l'Afrique à partir de l'Occident « suppose d'apprécier exactement ce qu'il en coûte de se détacher de lui; cela suppose de savoir jusqu'où l'Occident, insidieusement peut-être, s'est approché de nous; cela suppose de savoir, dans ce qui nous permet de penser contre l'Occident, ce qui est encore occidental; et de mesurer en quoi notre recours contre lui est encore peut-être une ruse qu'il nous oppose et au terme de laquelle il nous attend, immobile et ailleurs » (Mudimbe, 1982, p. 12). Dans le même ouvrage Mudimbe indique que penser l'Afrique à partir d'elle-même

suppose « assumer librement la responsabilité d'une pensée qui porte sur notre destin et notre milieu avec comme objectif la réadaptation de notre psychisme après les violences subies; ce psychisme que nous n'avons pas toujours le courage de nous refaire parce que, à tort ou à raison, l'entreprise nous paraît titanesque. C'est en cette entreprise que gît notre problème, le problème majeur. C'est de cette entreprise que dépend aujourd'hui et dépendra demain la pertinence des attitudes que nous pourrions développer face aux endémies qui nous viennent d'ailleurs ou que nous créons nous-mêmes, qu'elles soient de nature économique, politique ou idéologique » (1982, p. 13).

5. CONCLUSIONS

Penser l'Afrique *à partir de l'Afrique* ne signifie pas le rejet de l'Occident, mais pratiquer ce que le philosophe latino-américain de la libération, Enrique Dussel, appelle la transmodernité. « *Trans-* » qui précède « modernité » ne signifie pas *au-delà de* comme en latin, mais *point de départ* pour critiquer la conception occidentale de la modernité comme phénomène historique et culturel qui a exclu et nié les cultures non occidentales considérées comme barbares et montrer l'apport de ces cultures à l'humanité. « Asi, el concepto estricto de *trans-moderno* quiere indicar esa radical novedad que significa la irupción, como desde de la *nada*, desde *exterioridad* alternativa de lo siempre *distinto*, de culturas universales en proceso de desarrollo, que asumen los desafíos de la Modernidad, y aun de la posmodernidad euro-norteamericano, pero que responden *desde otro lugar, other location*, que es el sitio de sus propias experiencias culturales, distintas a la europa-norteamericana, y por ello son capacidad de responder con soluciones absolutamente imposibles para la sola cultura moderna » (Dussel, 2017, p. 283).

Vouloir réaliser ces préalables relève de l'utopie pour certains. Ces derniers oublient que *l'homme est un animal utopique*. Le concept utopique dans son principe que nous prônons est le rêve éveillé que Ernst Bloch a bien décrit dans son livre séminale comme « ce qui n'est pas, que nous bâtissons dans l'inconnu, que nous nous bâtissons dans l'inconnu et cherchons le vrai, le réel là où la simple réalité factuelle disparaît- *incipit vita nova* » (Bloch, 1977, p. 11).

Pour ne pas tomber dans l'utopie au sens étymologique du terme et envisager les conditions indispensables à l'avènement de sociétés réellement démocratiques et à l'existence de droits humains non fictifs, mais réels, il est certain que des conditions politiques préliminaires sont indispensables, à savoir une analyse minutieuse du rapport des forces dans nos sociétés et à l'échelle planétaire, tirer les leçons des expériences démocratiques dans les pays du socialisme réellement existant, tirer les leçons des tentatives de déconnexion du capitalisme en Afrique et dans le reste du monde, jeter un regard critique sur la démocratie et les droits de l'homme dans le monde occidental, réaliser l'unité africaine dont les chantres sont Kwamé Nkrumah et Cheikh Anta Diop, et reconstruire la Gauche comme nous y invite Marta Harnecker dans son ouvrage de 2006. Mais aussi une éducation ouverte sur le plan global, capable de promouvoir le dialogue, disons le débat, entre les jeunes africains et les jeunes du reste du monde pour *penser ensemble* aux solutions des problèmes globalisés, nous semble une autre condition concrète préalable. Dans tout cas, j'ajoute en particulier la tâche pour la gauche marxiste africaine de se reconstruire. Si elle ne veut pas que l'avenir ne dure plus longtemps, cette gauche doit méditer ces vers du Président Mao, extraits de son poème, *Réponse au camarade Kuo Mo-Jo (1)*:

Que de tâches en attente,

Et des plus urgentes,

Le monde tourne,

Le temps presse,

C'est trop long, dix mille ans,

Il faut se saisir du jour, de l'instant.

(1) Kuo Mo-Jo, 1892-1978, homme de lettres et de sciences, Président de l'Académie des sciences de Chine et membre du Parti communiste chinois.

RÉFÉRENCES

- Anta Diop C. (1960). *Les Fondements culturels, techniques et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire*. Présence Africaine.
- Anta Diop C. (1967). *Antériorité des civilisations nègres. Mythe ou réalité historique ?* Paris : Présence Africaine.
- Anta Diop C. (1979). *Nations nègres et culture*. Paris : Présence Africaine.
- Bloch E. (1977). *L'esprit de l'utopie*. Paris : Gallimard.
- Diop B. (2014). *Education : entre identité et solidarités pour un développement durable*. In Pampanini G. (Ed.). *Right to Education and Development. Focus on Africa*. Catania (pp. 17-33). A&G-CUECM,
- Diop B. (2017a). *Les déterminants fondamentaux pour une éducation de qualité pour tous*. In M. Cristaldi., S. Majhanovic., G.Pampanini.(Eds.) *The Orbital Classroom. Global Teachers committed to Global Democracy* (pp. 87-104). Tehran: Nahj Al-Balaghah International Research Institute,.
- Diop B. (2017b). *Senghor versus Cheikh Anta Diop*. In G. Pampanini (Ed.). *Talking about Global Democracy* (pp. 29-32). Catania : A&G-CUECM,.
- Diop T. (2021). *Démocratie et droits de l'homme: nouveaux pièges pour l'Afrique*. Dakar-Paris: L'Harmattan.
- Dufour D.-R. (2007). *Le Divin marché : la révolution culturelle libérale*. Paris : Denoël.
- Dussel E. (2017). *Filosofías del Sur. Descolonización y Transmodernidad*. Tres Cantos : Akal.
- Harnecker M. (2006). *Reconstruyendo la Izquierda*. Madrid: El Viejo Topo.
- Kä M. (1991). *L'Afrique va-t-elle mourir ? Bousculer l'imaginaire africain. Essai d'éthique politique*. Paris : Les Editions du Cerf.
- Nkrumah K (2009). *L'Afrique doit s'unir*. Paris : Présence Africaine.
- Mudimbe V. Y. (1982). *L'odeur du père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique Noire*. Paris : Présence Africaine.
- Pampanini G. (2006). *Théorie politique de l'institution éducative*. Catania: CUECM.
- Pampanini G. (2008). *Iluminismo pedagógico*. Buenos Aires: Altamira.
- Pampanini G. (2010). *Society, Interculturalism, and Education: An International Panorama*. In G. Pampanini (Ed). *Interculturalism, Society and Education* (pp. 95-148). Rotterdam: Sense (Co-Eds. Faten Adly and Diane Brook Napier),.
- Pampanini G. (2019). *Uniting Nations. A Theory of Global Democracy*. Dakar-Paris: L'Harmattan.
- Rostow W. (1960). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. Cambridge: Cambridge University Press.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Thierno Diop

Philosophe de formation, a enseigné au Centre d'études des Sciences et Techniques de l'information (CESTI) et au Département de Philosophie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il est l'auteur des ouvrages: *Marxisme et critique de la modernité en Afrique*. Paris: L'Harmattan, 2007; *Leopold Sedar Senghor, Majhemout Diop et le marxisme*. Paris: L'Harmattan, 2010; et *Démocratie et Droits de l'homme. Nouveaux pièges pour l'Afrique*. Dakar-Paris: L'Harmattan Sénégal, 2021.

Contact information: sidiop12@yahoo.fr